

LE PROGRAMMISTE, EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

par **Jodelle Zetlaoui**, urbaniste, sociologue,
enseignante à l'Institut d'urbanisme de Paris (université Paris 12)

"Programmeur", "programmateur", "programmeur", "programmeur", telles sont les dénominations successives prises par les spécialistes exerçant une activité de programmation architecturale ou urbaine en France depuis quarante ans. Cette instabilité traduit un processus de professionnalisation récemment organisé à partir d'une fonction qui s'est autonomisée depuis peu. Telle qu'elle a commencé à s'exprimer à l'occasion des politiques nationales de planification d'équipements au XIX^e siècle, la notion de programmation évoque dans une première acception l'idée de normalisation des procès et des produits. Au cours des

décomposée en une suite d'études dites "préliminaires" à la conception et à la réalisation d'un projet – études d'opportunité, de faisabilité, de préprogrammation et de programmation technique détaillée – et placée sous la responsabilité des maîtres d'ouvrage. En France, les premiers professionnels à avoir défendu la singularité et l'importance de cette activité appartiennent aux structures d'études urbaines mises en place à partir de la fin des années 1950. D'origines disciplinaires diverses, ils revendiquent le titre d'"urbanistes", dont ils contestent le monopole aux architectes. Ils souhaitent promouvoir de nouvelles méthodes basées sur des principes de travail collectif, de pluridisciplinarité des approches et de participation des habitants, sur fond de critique du centralisme bureaucratique et technocratique, voire du fonctionnalisme. Mais les premiers à s'engager dans la démarche de structuration d'une profession sont, à partir de la fin des années 1970, des "programmeurs urbains" impliqués dans la création des villes nouvelles. Ils seront suivis quelques années plus tard par des représentants de toute une génération d'architectes conscients des problèmes récurrents dans la formulation de la commande et percevant dans la réforme de l'ingénierie publique une opportunité de se détourner d'une carrière de maître d'œuvre offrant peu de perspectives. Ces derniers sont à l'origine de la création en 1994 de l'actuel Syndicat des programmeurs en architecture et en aménagement (SPAA). La disparition des bureaux d'études cités précédemment, la fragmentation des études préliminaires entre différents prestataires suite à la réforme de l'ingénierie publique et à celle du Code des marchés publics dans un contexte de crise économique, ainsi que l'avènement d'une approche du "projet urbain" très axée sur le travail de conception et sur la figure de l'architecte-urbaniste, auront pour conséquence, à partir des années 1980, un certain effacement de la fonction de programmation urbaine comme démarche stratégique globale. Outre le domaine de la promotion immobilière où elle s'était développée depuis les années 1950, la programmation s'affirme dès lors surtout dans le champ des constructions publiques avec la



Ville nouvelle de Marne-la-Vallée

années 1960, elle revêt une connotation plus stratégique de démarche d'aide à la décision dont les principes reposent sur des activités de diagnostic, de scénarisation et d'évaluation tributaires du cadre des politiques publiques et des méthodes de rationalisation des choix budgétaires (RCB). Enfin, depuis la réforme de l'ingénierie publique au cours des années 1970 et 1980, la programmation s'est trouvée

généralisation des concours. Elle est prise en charge par des architectes pour la plupart autodidactes, les écoles d'architecture ne proposant pour leur quasi-totalité aucune formation spécifique liée à cette compétence appréhendée comme relevant du champ de la maîtrise d'ouvrage.

Depuis 2001, face à l'augmentation d'une demande de compétences en programmation architecturale et urbaine, un diplôme de troisième cycle conjointement dispensé par l'Institut d'urbanisme de Paris (IUP – université Paris 12) et l'École d'architecture Paris Malaquais a été ouvert à des étudiants de différentes disciplines, tandis que des dispositifs de formation continue ont été créés. Bien que le titre de programmeur ne soit pas protégé, une procédure de qualification a été mise en place par l'Organisme professionnel paritaire de qualification technique des économistes et coordonnateurs de la construction. Une enquête réalisée en 2005 pour le PUCA (1) identifiait 188 bureaux d'études et 837 services intégrés à des maîtrises d'ouvrage publiques ou privées, spécialisés dans ce domaine. En fait, la recherche de capitalisation des expériences et d'une meilleure gestion des délais sont les arguments les plus avancés pour justifier une programmation intégrée. Ce type

1/
Plan urbanisme
construction
architecture.

PARCOURS D'UN PROSPECTIVISTE TERRITORIAL

par **Patrick Lusson**, responsable de la délégation à Bruxelles de la Région Rhône-Alpes, ancien directeur de la prospective, de l'évaluation et des relations avec les citoyens de la Région Rhône-Alpes

Après des études à l'ESSEC, où j'ai notamment suivi l'enseignement d'Alain Salles en économie urbaine, je commence ma carrière à Toulouse à l'agence d'urbanisme, la poursuis à Metz, puis anime le réseau national des agences d'urbanisme structuré dans la FNAU (1), avant d'être appelé en 1998 auprès de Raymond Barre, alors président de la communauté urbaine de Lyon, pour conduire Millénaire 3, démarche de "prospective permanente et participative". C'est ainsi que la

de choix résulte d'organismes assurant la constitution et la gestion d'un patrimoine immobilier dont la programmation vise parfois à être standardisée. L'activité est plutôt externalisée par des maîtres d'ouvrage publics affirmant ne pas disposer de compétences suffisantes en interne.

D'une façon plus générale, l'importance que revêt la programmation selon les commanditaires ou les professionnels en charge de cette activité se décline en trois grands aspects : "la clarification de la commande et des enjeux d'une opération", "l'identification des attentes ou des besoins des destinataires d'un projet", "la maîtrise des coûts et des délais". Alors qu'une image très technico-administrative a eu tendance à être associée à la programmation dans les années 1980 et jusqu'au début des années 2000, une autre dimension serait de nouveau associée à cette activité, en particulier en urbanisme. Elle correspondrait à une demande d'assistance à maîtrise d'ouvrage programmatique, à toutes les phases d'une opération, conjuguée aux objectifs sociaux, technico-économiques et environnementaux en jeu. Une demande qui s'inscrit dans un mouvement plus global de recherche croissante de médiation et de traduction dans la gestion de projets. | **Jodelle Zetlaoui**

1/
Fédération nationale des
agences d'urbanisme.